

F. 98 — 1739

[C — 98/27403]

18 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mai 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mai 1998;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'arrêter au plus tôt les mesures d'exécution du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1998 en ce qu'il habilite notamment le Gouvernement wallon à arrêter les règles de subventionnement des centres d'accueil pour adultes agréés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. « décret » : le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives;
2. « Ministre » : le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;
3. « centre » : le centre d'accueil pour adultes agréé en vertu du décret;
4. « Administration » : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières**Section 1^{re}. — Des conditions générales de subventionnement**

Art. 3. Dans les limites des crédits prévus au budget de la Région, le Ministre peut, conformément aux dispositions du présent arrêté, accorder des subventions aux centres d'accueil agréés.

Les subventions allouées sont destinées à couvrir, à concurrence de 95 % :

1^o le salaire brut du personnel constituant le cadre minimum prévu à l'article 5, 6^o, du décret, diminué d'un éducateur à mi-temps lorsqu'il s'agit d'un centre des catégories I et II et d'un éducateur à temps plein lorsqu'il s'agit d'un centre des catégories III, IV et V;

2^o les charges de sécurité sociale patronales et celles relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année et aux autres frais divers liés au personnel, plafonnées à 50 % des dépenses de personnel visées sub 1^o.

Art. 4. Le salaire brut et l'ancienneté du personnel ne sont pris en considération que dans les limites prévues par les échelles de traitement correspondant aux fonctions visées à l'article 5, 6^o, du décret et annexées au présent arrêté.

Les échelles de traitement sont liées aux fluctuations de l'indice santé des prix conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Les échelles de traitement sont rattachées à l'indice pivot 138.01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 5. § 1^{er}. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience utile que le personnel a antérieurement presté auprès d'institutions agréées ou subventionnées par une autorité publique de droit belge, de droit étranger ou de droit international.

Le Ministre apprécie si les services visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être considérés, dans le chef de l'intéressé, comme expérience utile.

§ 2. Le membre du personnel engagé à temps partiel obtient les augmentations intercalaires de la même manière qu'un membre du personnel engagé à temps plein.

Toutefois, si un membre du personnel a été engagé à temps partiel par le centre d'accueil et preste dorénavant à temps plein, les services qu'il aura prestés à temps partiel seront calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire à partir du moment où il preste à temps plein.

Les services effectifs qu'un membre du personnel a prestés antérieurement dans une autre fonction rémunérée, et admissibles pour le calcul des augmentations intercalaires tel que fixé au § 1^{er}, seront également calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire pour la période antérieure à son entrée dans un centre.

§ 3. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année.

Les fractions de mois totalisant des périodes de trente jours sont valorisées dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours.

§ 4. Les anciennetés sont prises en considération dans le mois de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance du membre du personnel, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations, ainsi que la preuve que ces services étaient agréés ou subventionnés par les autorités ou institutions visées au § 1^{er}.

Art. 6. Les centres sont tenus d'informer immédiatement l'administration de toute modification affectant leur personnel.

Art. 7. L'octroi des subventions fait l'objet de quatre avances trimestrielles égales au quart de la subvention calculée conformément aux dispositions de l'article 4.

Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre, le 15 mai pour le deuxième trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre et le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

Le solde de l'année écoulée est régularisé lors de la seconde avance.

Section 2. — Des normes applicables aux locaux

Art. 8. Les locaux sont régulièrement entretenus et maintenus à l'abri de toute humidité ou infiltrations.

Art. 9. Le chauffage doit permettre d'atteindre, par n'importe quel temps, dans les locaux de séjour et dans les chambres, une température de 22° et dans les autres locaux une température de 18°.

Le système de chauffage adopté proscrie toute flamme ouverte, dégagement de gaz ou de poussière.

Art. 10. L'aération et l'éclairage de tous les locaux sont assurés. Un éclairage électrique suffisant ainsi qu'un éclairage de secours adéquat sont prévus dans tous les locaux accessibles aux personnes hébergées. L'éclairage est adapté aux nécessités, en fonction des activités déployées dans les locaux.

Art. 11. Une eau potable devra être disponible à volonté dans le bâtiment.

Art. 12. Les services généraux, notamment la cuisine et la buanderie, sont organisés et implantés de façon à éviter au maximum d'incommoder les personnes hébergées par leurs odeurs, leurs vapeurs et leurs bruits.

Art. 13. Les animaux, dûment autorisés conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur tel qu'approuvé par le Ministre, ne peuvent en aucun cas avoir accès ni aux cuisines, ni aux locaux où sont conservés les aliments, ni à la salle à manger, ni aux éventuels locaux de soins.

Art. 14. Des installations sanitaires en nombre suffisant seront prévues.

L'aération de ces locaux doit être assurée.

Chaque centre disposera au moins de :

- un W-C pour 10 personnes hébergées;
- une douche ou un bain pour 12 personnes hébergées.

Tous les W-C disposent d'un dispositif de fermeture intérieure.

Les bains ou douches doivent pouvoir être utilisés quotidiennement par les personnes hébergées.

La douche est conçue de telle manière que le jet d'eau soit orientable.

Les installations sanitaires sont pourvues de dispositifs antidérapants.

Des précautions sont prises pour que les appareils d'amenée ou d'évacuation des eaux ne puissent provoquer des accidents.

L'évacuation des eaux usées est assurée en permanence conformément aux règles de l'hygiène.

Art. 15. Une ou plusieurs chambres à coucher seront prévues.

Lorsqu'une chambre comporte plusieurs lits, l'espace entre les lits est en largeur d'au moins 60 centimètres lorsque les personnes y séjournent plus de 10 jours.

Tout lit est, en outre, écarté d'au moins 50 centimètres d'une fenêtre.

Des éléments de séparation, éventuellement déplaçables, permettent d'assurer, à chacun, un minimum d'intimité.

Art. 16. Dans les centres comportant des chambres collectives, il est prévu une chambre d'isolement.

Art. 17. Dans chaque chambre, le mobilier comprend au minimum un lit par personne et une penderie lingerie par personne non apparentée.

Art. 18. La literie est constamment tenue en bon état de propreté et, en tout cas, changée au moins une fois par quinzaine et chaque fois que nécessaire.

Le linge souillé est placé dans des récipients hermétiques et évacué quotidiennement des zones d'hébergement.

Art. 19. Les couloirs et escaliers sont suffisamment larges pour permettre une évacuation rapide des lieux par les personnes hébergées conformément à la législation relative à la lutte contre l'incendie visée à l'article 12, 1°, g), du décret.

Art. 20. Tous les centres de catégories IV et V, telles que visés à l'article 4 du décret, disposent d'une salle de séjour distincte des autres locaux.

Art. 21. Sur avis de la Commission d'avis et d'agrément et en cas de force majeure, le Ministre peut dispenser un centre du respect de l'une ou de plusieurs normes fixées dans la présente section pour la durée nécessaire à la mise en conformité et ce, pour autant que la sécurité des personnes hébergées soit assurée.

Section 3. — Indemnités en faveur des membres de la Commission d'avis et d'agrément

Art. 22. La participation aux séances de travail organisées par la Commission d'avis et d'agrément donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

- 1° président : 600 francs;
- 2° membre : 500 francs.

Le président et les membres de la commission bénéficient, sur présentation de pièces justificatives ou, à défaut, d'un état de débours, du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions suivantes :

— ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés de leurs frais sur la base des tarifs officiels. Si ces moyens de transport comportent plusieurs classes, ils sont remboursés du prix du déplacement en 1^{re} classe;

— ceux qui utilisent leur voiture personnelle ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicable aux fonctionnaires de la Région de rang A4;

— la Région n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'une voiture personnelle.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 23. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Namur, le 18 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

Années	Directeur	Assistant social ou Infirmier social	Educateur
0	822 867 FB	621 032 FB	591 351 FB
1	847 800 FB	633 496 FB	602 040 FB
2	872 733 FB	645 960 FB	612 729 FB
3	897 666 FB	658 424 FB	623 418 FB
4	897 666 FB	658 424 FB	623 418 FB
5	935 957 FB	679 796 FB	634 107 FB
6	935 957 FB	679 796 FB	634 107 FB
7	974 248 FB	701 168 FB	648 353 FB
8	974 248 FB	701 168 FB	648 353 FB
9	1 012 539 FB	804 461 FB	676 846 FB
10	1 012 539 FB	804 461 FB	676 846 FB
11	1 050 830 FB	825 833 FB	705 339 FB
12	1 050 830 FB	825 833 FB	705 339 FB
13	1 089 121 FB	847 205 FB	730 272 FB
14	1 089 121 FB	847 205 FB	730 272 FB
15	1 127 412 FB	868 577 FB	755 205 FB
16	1 127 412 FB	868 577 FB	755 205 FB
17	1 165 703 FB	889 949 FB	780 138 FB
18	1 165 703 FB	889 949 FB	780 138 FB
19	1 203 994 FB	984 931 FB	805 071 FB
20	1 203 994 FB	984 931 FB	805 071 FB
21	1 242 285 FB	1 006 303 FB	830 004 FB
22	1 242 285 FB	1 006 303 FB	830 004 FB
23	1 280 576 FB	1 027 675 FB	854 937 FB

Années	Directeur	Assistant social ou Infirmier social	Educateur
24	1 280 576 FB	1 027 675 FB	854 937 FB
25	1 280 576 FB	1 049 047 FB	879 870 FB
26	1 280 576 FB	1 049 047 FB	879 870 FB
27	1 280 576 FB	1 070 419 FB	904 803 FB
28	1 280 576 FB	1 070 419 FB	904 803 FB
29	1 280 576 FB	1 070 419 FB	929 736 FB
30	1 280 576 FB	1 070 419 FB	929 736 FB
31	1 280 576 FB	1 070 419 FB	929 736 FB

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives.

Namur, le 18 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

—————
VERTALING

N. 98 — 1739

[C - 98/27403]

18 JUNI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 mei 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 mei 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat de uitvoeringsmaatregelen van het op 1 januari 1998 in werking getreden programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur zo spoedig mogelijk vastgelegd moeten worden omdat het de Waalse Regering namelijk machtigt om de subsidiëringsregels van de erkende opvangcentra voor volwassenen te bepalen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 mei 1998, op grond van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur;

2° "Minister" : de Minister van Sociale Actie;

3° "centrum" : opvangcentrum voor volwassenen dat krachtens het decreet erkend is;

4° "bestuur" : de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen**Afdeling 1. — Algemene subsidiëeringsvoorwaarden*

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het Gewest kan de Minister, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, toelagen verlenen aan de erkende opvangcentra.

De toelagen dekken tot 95% van :

1° het brutoloon van het personeel dat de in artikel 5, 6° van het decreet bedoelde minimale personeelsformatie vormt, verminderd met een halftijdse opvoeder wanneer het gaat om een centrum van de categorieën I en II, en met een voltijdse opvoeder voor een centrum van de categorieën III, IV en V;

2° de werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid en die betreffende het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de andere diverse personeelskosten, tot maximum 50% van de in 1° bedoelde personeelsuitgaven.

Art. 4. Het brutoloon en de anciënniteit van het personeel worden slechts in aanmerking genomen binnen de perken van de weddeschalen die overeenstemmen met de in artikel 5, 6°, van het decreet bedoelde functies en bij dit besluit gevoegd zijn.

De weddeschalen zijn gekoppeld aan de schommelingen van de gezondheidsindex overeenkomstig de regels van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

De weddeschalen zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138.01 van 1 januari 1990.

Art. 5. § 1. Er kunnen tussentijdse verhogingen worden toegekend voor effectieve diensten die als nuttige ervaring kunnen worden beschouwd en die het personeel vroeger heeft gepresteerd bij instellingen die erkend of gesubsidieerd zijn door een overheid van Belgisch, buitenlands of internationaal recht.

De Minister beslist dat de in het eerste lid bedoelde diensten al dan niet als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden.

§ 2. De tussentijdse verhogingen worden zowel aan de deeltijds als aan de voltijds in dienst genomen personeelsleden toegekend.

Als een personeelslid dat deeltijds in dienst is genomen door een opvangcentrum, voortaan voltijds werkt, zullen de deeltijds gepresterde diensten, vanaf het ogenblik dat het lid voltijds werkt, berekend worden op grond van een voltijdse werkrooster voor de bepaling van zijn geldelijke anciënniteit.

De effectieve diensten die een personeelslid in een ander bezoldigd ambt heeft gepresteerd en die in aanmerking mogen worden genomen voor de berekening van de tussentijdse verhogingen, zoals bedoeld in § 1, worden ook berekend op grond van een voltijdse werkrooster om zijn geldelijke anciënniteit te bepalen voor de periode die voorafgaat aan zijn indiensttreding bij een centrum.

§ 3. De toelaatbare diensten die volle maanden betreffen, worden rechtstreeks in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd.

De toelaatbare diensten die maandgedeelten betreffen, worden aan het einde van het jaar opgeteld. Maandgedeelten van dertig dagen worden in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd tot één maand per periode van dertig dagen.

§ 4. De anciënniteiten worden in aanmerking genomen binnen de maand van de overlegging van juist verklaarde stukken met o.a. de volgende gegevens : de naam en de geboortedatum van het personeelslid, de naam van de werkgevers, het doel van de dienst en het soort baan, het statuut en het aantal gepresterde uren, alsook het bewijs dat deze diensten erkend of gesubsidieerd waren door de in § 1 bedoelde overheid of instellingen.

Art. 6. De centra moeten het bestuur onmiddellijk in kennis stellen van elke personeelswijziging.

Art. 7. De toekenning van de toelagen maakt het voorwerp uit van vier driemaandelijke voorschotten die gelijk zijn aan het vierde van de toelage die overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 wordt berekend.

De driemaandelijke voorschotten worden betaald als volgt : uiterlijk 15 februari voor het eerste trimester, 15 mei voor het tweede trimester, 15 augustus voor het derde trimester en 15 november voor het vierde trimester.

Het saldo van het afgelopen jaar wordt bij de betaling van het tweede voorschot vereffend.

Afdeling 2. — Normen voor de lokalen

Art. 8. De lokalen worden regelmatig onderhouden. Ze moeten tegen vochtigheid en inwatering beschermd zijn.

Art. 9. De temperatuur moet steeds 22° bereiken in de woonkamers en slaapkamers en 18° in de andere lokalen, ongeacht de weersomstandigheden.

Het verwarmingssysteem mag geen open vlam noch gas- of stofontwikkeling toelaten.

Art. 10. Alle lokalen moeten voorzien zijn van luchtverversing en verlichting. Alle lokalen die voor de gehuisveste personen toegankelijk zijn, moeten voorzien zijn van de nodige elektrische verlichting en van de geschikte noodverlichting. De verlichting moet beantwoorden aan de behoeften, al naar gelang de activiteiten die in de lokalen plaatsvinden.

Art. 11. Het gebouw moet voorzien zijn van drinkwater.

Art. 12. De algemene diensten, met name de keuken en de wasserij, moeten zodanig ingericht worden dat geuren, dampen en geluiden geen hinder vormen voor de gehuisveste personen.

Art. 13. De dieren die toegelaten worden overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement, zoals goedgekeurd door de Minister, mogen in geen geval toegang krijgen tot de keukens, de lokalen waar voedingsmiddelen bewaard worden, de eetkamer, noch de eventuele verzorgingslokalen.

Art. 14. Het gebouw moet uitgerust zijn met voldoende sanitaire voorzieningen.

De lokalen moeten uitgerust zijn met een luchtverversing.

Elk centrum moet ten minste beschikken over :

— 1 WC voor 10 gehuisveste personen;

— 1 douche of bad voor 12 gehuisveste personen.

Elke WC moet van binnen afgesloten kunnen worden.

De baden of douches moeten dagelijks gebruikt kunnen worden door de gehuisveste personen.

De waterstraal van de douche moet richtbaar zijn.

De sanitaire voorzieningen moeten met antislipmiddelen uitgerust zijn.

Er worden voorzorgsmaatregelen getroffen om te voorkomen dat de watertoevoer of -afvoerapparatuur ongevallen veroorzaakt.

Het afvalwater wordt steeds overeenkomstig de hygiëneregels afgevoerd.

Art. 15. Er moet worden voorzien in één of meer slaapkamers.

Wanneer een slaapkamer verschillende bedden telt, moeten deze op ten minste 60 cm van elkaar staan als de personen meer dan 10 dagen verblijven.

Bovendien moet elk bed op minimum 50 cm van een venster staan.

Er moet voorzien worden in eventueel verplaatsbare scheidingswanden om een minimum privacy te verzekeren.

Art. 16. De centra met gemeenschappelijke slaapkamers beschikken over een isoleerkamer.

Art. 17. Elke kamer beschikt ten minste over één bed per persoon en over één kleerkast per niet verwante persoon.

Art. 18. Het beddegoed wordt constant schoon gehouden en, hoe dan ook, ten minste één keer om de veertien dagen en telkens als het nodig is vervangen.

De vuile was wordt in hermetisch sluitende vaten opgestapeld en dagelijks weggevoerd.

Art. 19. De gangen en trappen moeten breed genoeg zijn om een snelle ontruiming van de lokalen toe te laten, overeenkomstig de in artikel 12, 1°, g), van het decreet bedoelde wetgeving inzake brandbestrijding.

Art. 20. Alle centra van de categorieën IV en V, zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet, beschikken over een woonkamer die gescheiden is van de andere lokalen.

Art. 21. In geval van overmacht kan de Minister, na advies van de erkennings- en adviescommissie en voor zover de veiligheid van de gehuisveste personen verzekerd blijft, een centrum vrijstellen van de naleving van één of meer normen bedoeld in deze afdeling voor de duur die nodig is om orde op zaken te stellen.

Afdeling 3 — Vergoedingen voor de leden van de erkennings- en adviescommissie

Art. 22. De leden die de door de erkennings- en adviescommissie belegde werkvergaderingen bijwonen, hebben recht op presentiegeld, namelijk :

1° 600 BEF voor de voorzitter;

2° 500 BEF voor elk lid.

Op vertoon van bewijsstukken of, bij gebreke daarvan, van een staat van de onkosten, worden de reiskosten van de voorzitter en de leden van de Commissie terugbetaald onder de volgende voorwaarden :

1. bij gebruik van het openbaar vervoer worden de reiskosten terugbetaald op basis van de officiële tarieven. Als het openbaar vervoer verschillende klassen telt, wordt de prijs van een kaartje eerste klas terugbetaald;

2. het gebruik van een eigen wagen geeft recht op een bepaalde kilometervergoeding op grond van het tarief vastgesteld in de reglementering die van toepassing is op de gewestelijke ambtenaren van rang A 4;

3. de aan het gebruik van een eigen wagen inherente risico's worden niet door het Gewest gedekt.

Afdeling 4. — Slotbepalingen

Art. 23. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Namen, 18 juni 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

—
Bijlage

Aantal jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
0	822 867 BEF	621 032 BEF	591 351 BEF
1	847 800 BEF	633 496 BEF	602 040 BEF
2	872 733 BEF	645 960 BEF	612 729 BEF
3	897 666 BEF	658 424 BEF	623 418 BEF
4	897 666 BEF	658 424 BEF	623 418 BEF

Aantal jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
5	935 957 BEF	679 796 BEF	634 107 BEF
6	935 957 BEF	679 796 BEF	634 107 BEF
7	974 248 BEF	701 168 BEF	648 353 BEF
8	974 248 BEF	701 168 BEF	648 353 BEF
9	1 012 539 BEF	804 461 BEF	676 846 BEF
10	1 012 539 BEF	804 461 BEF	676 846 BEF
11	1 050 830 BEF	825 833 BEF	705 339 BEF
12	1 050 830 BEF	825 833 BEF	705 339 BEF
13	1 089 121 BEF	847 205 BEF	730 272 BEF
14	1 089 121 BEF	847 205 BEF	730 272 BEF
15	1 127 412 BEF	868 577 BEF	755 205 BEF
16	1 127 412 BEF	868 577 BEF	755 205 BEF
17	1 165 703 BEF	889 949 BEF	780 138 BEF
18	1 165 703 BEF	889 949 BEF	780 138 BEF
19	1 203 994 BEF	984 931 BEF	805 071 BEF
20	1 203 994 BEF	984 931 BEF	805 071 BEF
21	1 242 285 BEF	1 006 303 BEF	830 004 BEF
22	1 242 285 BEF	1 006 303 BEF	830 004 BEF
23	1 280 576 BEF	1 027 675 BEF	854 937 BEF
24	1 280 576 BEF	1 027 675 BEF	854 937 BEF
25	1 280 576 BEF	1 049 047 BEF	879 870 BEF
26	1 280 576 BEF	1 049 047 BEF	879 870 BEF
27	1 280 576 BEF	1 070 419 BEF	904 803 BEF
28	1 280 576 BEF	1 070 419 BEF	904 803 BEF
29	1 280 576 BEF	1 070 419 BEF	929 736 BEF
30	1 280 576 BEF	1 070 419 BEF	929 736 BEF
31	1 280 576 BEF	1 070 419 BEF	929 736 BEF

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur.

Namen, 18 juni 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX